



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE 1

de la décision de la Commission relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Niger à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action pour le contrat de réforme sectorielle en appui « au secteur de Sécurité alimentaire et nutritionnelle et développement agricole durable » au Niger

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Contrat de réforme sectorielle en appui « au secteur de Sécurité alimentaire et nutritionnelle et développement agricole durable » au Niger Numéro CRIS: NE/FED/38-320 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	Niger
3. Document de programmation	Programme Indicatif National (PIN) 11 ^e Fonds européen de développement (FED) Niger (2014-2020)
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Sécurité alimentaire et nutritionnelle et résilience
5. Montants concernés	Coût total estimé: 203 000 000 EUR Contribution totale du FED: 173 000 000 EUR Montant total de la réserve du FED pour la réponse <i>PRO-Resilience</i> en particulier pour l'année 2016 (<i>Addressing the global impact of "El Niño" and other contexts on food security</i>) : 30 000 000 EUR dont <ul style="list-style-type: none"> – 192 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et – 11 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire.
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Appui budgétaire Gestion directe <ul style="list-style-type: none"> – appui budgétaire: contrat de réforme sectorielle – Modalité de projet : passation de marchés de services
7. Code(s) CAD	31110: Politique agricole et gestion administrative 15111: Gestion des finances publiques 52010: Programmes de sécurité et d'aide alimentaire 12240: Nutrition de base 14030 : Distribution d'eau potable de base et assainissement de base

8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	9. Domaine d'intervention du Plan d'action de La Valette Domaine 1.1: Investir dans le développement et l'éradication de la pauvreté (Accroître la résilience notamment au profit des plus vulnérables) Domaine 5: Retour, réadmission et réintégration			

RESUME

L'objectif général de ce programme est d'appuyer les efforts du gouvernement de la République du Niger à éradiquer la pauvreté, à promouvoir une croissance durable et inclusive et à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique.

Ce programme contribuera ainsi à la mise en œuvre du **Plan d'action de La Valette**, en particulier dans le domaine 1.1 "Investir dans le développement et l'éradication de la pauvreté" ainsi que le domaine 5 "Retour, réadmission et réintégration". Ce programme contribuera d'une part à améliorer les conditions pour le développement socio-économique du pays en particulier dans les zones de départ de migrants, à travers l'aboutissement des réformes relatives à la sécurisation foncière, à la gestion des ressources naturelles dont dépend la grande majorité de la population nigérienne et au financement des intrants et des subventions agricoles. D'autre part, il contribuera à renforcer la résilience à travers l'augmentation et l'amélioration de la couverture des besoins des ménages en insécurité alimentaire et nutritionnelle mais aussi à travers la réduction des disparités géographique et de genre dans l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement de base. A cet effet et entre autres, à l'horizon 2020 il a été retenu conjointement que l'amélioration du service public se traduise par l'assistance dans les délais à au moins 100 000 ménages en insécurité alimentaire sévère, par l'amélioration du taux d'accès théorique à l'eau potable pour qu'il dépasse 50% dans plus de 60 communes à forte disparité, par des dotations en latrines différenciées pour les filles/femmes dans plus de 40% des écoles et des centres de santé intégrée.

Si nécessaire, la réintégration de migrants à travers l'accompagnement dans des activités agricoles pourra être financée grâce à l'appui complémentaire.

A l'issue des phases d'identification et de formulation, les objectifs spécifiques attendus de ce programme sont :

1. Accroître la capacité financière du gouvernement afin qu'il réalise les objectifs fixés en matière de politique sectorielle; 2. Promouvoir les politiques et les réformes sectorielles; 3. Renforcer la gouvernance au niveau sectoriel; 4. Répondre aux besoins essentiels de la population à travers l'amélioration de l'accès aux services dans les domaines de l'agriculture durable, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les résultats attendus de ce programme sont:

- i. la gouvernance à niveau sectoriel est renforcée;
- ii. la fourniture des services publics est améliorée;
- iii. les disparités géographiques et de genre sont réduites.

Le contrat de réforme sectorielle vise à accompagner les objectifs fixés en matière de politique sectorielle "Sécurité alimentaire, nutritionnelle et développement agricole durable" (également connue sous son acronyme I3N – Initiative "les Nigériens nourrissent les Nigériens") qui sont de « mettre les populations nigériennes à l'abri de la faim, de leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus», en renforçant les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement de consommation alimentaire adéquate en quantité et en qualité et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes naturelles.

Les parties prenantes sont :(i) les exploitations agricoles, les ménages ruraux, notamment ceux vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ; (ii) le Haut-Commissariat à l'I3N et les Ministères et autres structures publiques centrales et régionales impliquées dans sa mise en œuvre, les Collectivités Territoriales, les Organisations Professionnelles (OP) et plus largement le secteur privé agricole.

La modalité de mise en œuvre envisagée pour le présent appui est un Contrat de Réforme Sectorielle (CRS) assorti d'un appui complémentaire en gestion directe. Son coût total est de 203 000 000 EUR et sa durée opérationnelle de 60 mois (2016 – 2020). Il est envisagé un appui budgétaire de 192 000 000 EUR et un appui complémentaire de 11 000 000 EUR.

Des ressources additionnelles pour un montant de 30 000 000 EUR (en tranche fixe en 2016) ont été mobilisées à partir des réserves du 11^e FED dans le cadre de la réponse PRO-Resilience en particulier pour l'année 2016 (*Addressing the global impact of "El Niño" and other contexts on food security*).

L'examen réalisé dans le cadre de la méthodologie PRO-ACT montre une montée en flèche du nombre de personnes qui seront vulnérables à l'insécurité alimentaire en 2016. En conséquence, les besoins recensés ne peuvent être couverts au moyen des ressources disponibles. Pour cette raison, la mobilisation des ressources non affectées du 11^e FED a été proposée pour combler l'écart qui existe entre les besoins et les ressources disponibles pour répondre aux crises alimentaires en cours.

En 2016, une «analyse conjointe de la situation en matière de sécurité alimentaire», avec le PAM, FAO, UE (DEVCO/ECHO/CCR), menée en mars 2016, indique qu'un total de 80 millions de personnes seraient confrontées à des crises alimentaires ou d'urgence, correspondant respectivement à des phases 3 et 4 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire Integrated Phase Classification (IPC). L'analyse a également identifié les principaux facteurs d'insécurité alimentaire en 2016, à savoir: les phénomènes météorologiques extrêmes liés à El Niño, et les crises de longue durée socio-économiques et/ou politiques/militaires (notamment pour le Niger).

Tenant compte du fait que les personnes en crise alimentaire constituent la cible principale de cette action et en raison de la diversité des causes des crises alimentaires, la réponse mondiale à l'insécurité alimentaire doit s'attaquer à cette diversité de facteurs déterminants et non isoler une seule cause et l'aborder séparément.

L'appui de l'UE à d'autres pays touchés de manière similaire en 2016 fera l'objet d'une décision de la Commission relative à sa réponse *PRO-Resilience Action 2016* financée sur les réserves du 11^e FED.

LISTES DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ABS : Appui budgétaire sectoriel
AFD : Agence Française de Développement
ANFICT : Agence Nationale pour le Financement des Collectivités Territoriales
AT : Assistant Technique
BAD : Banque Africaine de Développement
BEEEI : Bureau d'évaluation environnementale et d'étude d'impact
BP : Budget Programme
BPO : Budget Programme par Objectifs
CC/SAP/PC : Cellule de coordination du Système d'Alerte Précoce et de Prévention des Catastrophes
CCA/GC : Cellule Crises Alimentaires et Gestion des Catastrophes
CCNUCC : Convention Cadre sur la lutte contre le Changement Climatique
CDMT : Cadre des dépenses à moyen terme
CFS : Cellule Filets Sociaux
CMPS : Comités Multisectoriel de Pilotage des Programmes Stratégiques
CNEDD : Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable
CRA : Chambre Régionale d'Agriculture
CRS : Contrat de Réforme Sectorielle
CT : Collectivités territoriales
DAI : Document d'Action Initial
DEP : Directions des Etudes et de la Programmation
DGB : Direction Générale du Budget
DNPGCCA : Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et des Crises Alimentaires
DRFM : Directions des Ressources Financières et Matérielles
DRGF : Direction Générale des Réformes Financières
CEDEAO/PDDAA : Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest/ Programme de développement durable de l'Agriculture en Afrique
EPU : Evaluation Périodique Universelle
FCD : Fonds Commun des Donateurs
FED : Fonds Européen de Développement
FISAN : Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
FMI : Fonds Monétaire International
GFP : Gestion des Finances Publiques
HC3N : Haut-Commissariat à l'I3N
I3N : Initiative « Les Nigériens nourrissent les Nigériens »
INS : Institut National de la Statistique
MHA : Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
MP/PF/PE : Ministère de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant
MSP : Ministère de la Santé Publique
NEPAD : Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
ONG : Organisations Non Gouvernementales
OPA : Organisations Professionnelles Agricoles
OPVN : Office National des Produits Vivriers
OSC : Organisations de la Société Civile
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PDES : Plan de Développement Economique et Social
PIP : Programmes d'Investissements Prioritaires
PN-AEPA : Programme National d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement
PNHA : Politique Nationale d'Hygiène et d'Assainissement

PNPS : Politique Nationale de Protection Sociale
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
PRGF3 : Programme de réforme de la gestion des finances publiques
PTF : Partenaires Techniques et Financiers
REACH : Renewed Efforts against Child Hunger
RECA : Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger
SOPHAB : Stratégie Opérationnelle de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement
SUN : Scaling Up Nutrition
TU-Niger : Tous Unis en faveur de la Nutrition
UE : Union européenne
UEMOA : Union économique et monétaire Ouest-Africaine

1 CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel/national/régional/Domaine thématique

Au Niger, les défis pour la réduction de la pauvreté et la promotion d'une croissance inclusive et durable sont multiples. Le plus important de ces défis reste la croissance démographique. La population nigérienne, estimée à 17,1 millions d'habitants, évolue à un rythme très élevé avec un taux de croissance démographique de 3,9%¹ en liaison avec un indice synthétique de fécondité de 7,6. Le taux de pauvreté est estimé à 48,2% en 2011². La croissance du PIB est estimée à 4.4% en 2015³, tirée en grande partie par le secteur primaire (agriculture, élevage, forêt et pêche). Les sources de revenus et moyens de subsistance de plus de 80% des ménages nigériens proviennent de l'exploitation des ressources naturelles. Si l'on suit la tendance actuelle, en 2035 la population du Niger aura doublé et restera à près de 70% rurale. La population agricole est constituée essentiellement de jeunes de moins de 20 ans.

Placé au dernier rang des pays référencés en matière d'Indice de Développement Humain⁴, le Niger est confronté à une insécurité alimentaire et nutritionnelle à la fois chronique, cyclique, et conjoncturelle aux causes multiples et aggravée par les effets des changements climatiques.

Aujourd'hui environ 1,6 million d'enfants de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance, ce qui affecte dangereusement le capital humain du pays. Selon les projections, ils seront plus de 2 millions en 2025. Plus qu'une question de santé publique, la sous-nutrition représente un véritable enjeu de développement national.

Enfin, le pays est également classé parmi les états fragiles par l'OCDE selon les cinq critères de fragilité et présente une situation considérée comme alarmante⁵. Le Niger est en particulier profondément affecté par les crises au Mali, en Libye et au Nigeria.

1.1.1 *Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE*

Depuis la signature en 2009 de la charte ECOWAP/PDDAA au Niger, la politique du secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du développement agricole durable s'inscrivent dans les grandes orientations du NEPAD.

Le Gouvernement du Niger a impulsé une approche prospective dite « Stratégie de Développement Durable de Croissance Inclusive (SDDCI) à l'horizon 2035 ». De manière opérationnelle, il a mis en place le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015, prolongé jusqu'à fin 2016. La promotion de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et d'un développement agricole durable constitue l'axe stratégique 3 du PDES. Sa mise en œuvre s'opère via la stratégie sectorielle dite Initiative 3N « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens » (I3N), qui cible en priorité la population rurale. Son objectif est de « mettre les populations nigériennes à l'abri de la famine et de leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus », en renforçant les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement et de résilience face aux crises

¹ Avec un tel taux de croissance démographique, la population du pays double en effet tous les dix-huit ans.

² Source INS 2011

³ Source FMI : janvier 2016

⁴ Rapport sur l'Indice de Développement Humain (IDH) 2014. PNUD.

⁵ Tout pays avec un score supérieur à 90 sur l'indice de fragilité des Etats publiée par la Fondation pour la Paix (violence, justice, institutions, fondements économique, résilience) est pris en compte sur la liste des états fragiles de l'OCDE. Le score du Niger s'élève à 97,8 en 2015.

alimentaires et aux catastrophes naturelles.

Le croisement des enseignements tirés de la mise en œuvre du premier Plan d'Investissement de l'Initiative I3N 2011-2015, de l'analyse des évolutions contextuelles et des perspectives de financements alimente la définition des principales orientations pour la phase de programmation 2016-2020. Ainsi, les actions du Plan d'investissements 2016-2020 s'articulent désormais autour des thématiques prioritaires ci-après : i) Maîtrise de l'eau pour les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques, ii) Promotion des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques et des chaînes de valeur, iii) Gestion intégrée et durable des ressources naturelles, et protection de l'environnement, iv) Réduction de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle à travers : a) l'amélioration de la sécurité alimentaire des communautés et ménages les plus vulnérables et b) l'amélioration de l'état nutritionnel des Nigériens à travers la prévention et la prise en charge de la malnutrition, v) Création d'un environnement favorable à la mise en œuvre de l'I3N. Le Haut-commissariat à l'Initiative (HC3N) assure la coordination et la facilitation de la mise en œuvre du Plan d'action 2016-2020. Les ministères et administrations de mission en assurent la maîtrise d'ouvrage. Les besoins financiers pour la mise du plan d'action I3N 2016-2020 sont en cours d'évaluation. Les besoins du plan d'investissement précédent (2011-2015) s'élevaient 1.000 milliards de FCFA. L'I3N avait pu mobiliser 1.194 milliards (279 milliards du budget de l'Etat –hors hydraulique- et 913 milliards des PTFs) dont 58% destinés à la prise en charge des aspects résilience et de traitement de la malnutrition.

Le processus de réactualisation de la stratégie de l'I3N et de son plan d'action s'inscrit dans la dynamique impulsée par la réforme des finances publiques demandée aux pays de l'UEMOA qui implique que chaque Ministère dispose d'une politique nationale et de son budget-programme.

Le processus de décentralisation et de transfert de compétences et de ressources aux Collectivités Territoriales se matérialise actuellement par l'opérationnalisation de l'Agence Nationale pour le Financement des Collectivités Territoriales (ANFICT). Egalement, au Conseil des Ministres du 26 janvier 2016, le gouvernement a adopté le décret portant transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux Communes dans les domaines de l'Education, de la Santé, de l'Hydraulique et de l'Environnement. Cette réforme est renforcée par la mise en place du fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FISAN⁶) dont l'une des composantes va canaliser les investissements structurants au niveau des collectivités territoriales et assurer une certaine équité « territoriale ».

Les politiques et stratégies sont d'une manière générale pertinentes. Elles visent à répondre à des besoins réels et sont élaborées en concertation avec les différents acteurs concernés. Leur crédibilité peut cependant être amoindrie en raison notamment i) du financement de la politique qui reste très dépendant des financements extérieurs, ii) d'une opérationnalisation insuffisante résultant d'une gouvernance, des capacités institutionnelles et de gestion des finances publiques à renforcer dans le secteur, iii) d'une insuffisante clarification de partage des rôles

⁶Une importante réforme en cours, à travers la mise en place d'un « Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle », doit permettre d'améliorer le financement du secteur de l'agriculture tant par les ressources publiques que privées, pour garantir une offre de services financiers intégrés et de proximité. Ce fonds inclut plusieurs « facilités », l'une axée sur un partenariat renforcé avec le secteur bancaire spécialisé dans le financement agricole, une autre axée sur le financement des collectivités territoriales en assurant un principe de péréquation, et une autre veillant à assurer le financement de la formation, l'information aux producteurs et la recherche, mais également les réformes dans le secteur, ainsi que l'appui au fonctionnement et à la structuration des organisations paysannes.

entre l'Etat, les Collectivités Territoriales, les Organisations Professionnelles Agricoles ainsi que leur efficacité, iv) des disparités géographiques et de genre dans l'accès aux services; v) des instances de coordination/concertation, dont l'efficacité et la fonctionnalité demeurent limitées.

Ces politiques prennent par ailleurs en compte les principes essentiels de l'approche basée sur les droits humains (participation, non-discrimination, transparence, redevabilité) et placent les administrations publiques en débiteurs d'obligations et les citoyens en détenteurs de droits. Les aspects transversaux font généralement partie intégrante de ces politiques mais, la mise en œuvre et le suivi de ces aspects doivent néanmoins être renforcés.

L'ensemble des politiques publiques de l'Etat du Niger est en cohérence avec les grandes orientations des rapports de partenariat entre l'Union européenne (UE) et les pays ACP établies dans l'accord de Cotonou : la coopération au développement, la coopération économique et commerciale et le dialogue politique. Elles respectent le Consensus Européen pour le Développement de 2006, notamment en ce qui touche la réduction de la pauvreté, principalement axée sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), le développement fondé sur les valeurs démocratiques, de bonne gouvernance, de stabilité et sécurité, et de durabilité environnementale, ainsi que l'alignement sur les stratégies et politiques nationales que les pays partenaires mettent en place. Le secteur de concentration 1 du PIN 11^e FED, adossé à l'Initiative 3N, est en parfaite adéquation avec ce principe d'alignement.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Les principaux bénéficiaires du contrat de réforme sectorielle sont les petits exploitants agricoles (particuliers ou organisés), les ménages ruraux et en particulier ceux vulnérables à l'insécurité alimentaire et/ou nutritionnelle.

Les parties prenantes publiques sont l'ensemble des services du Haut-Commissariat à l'I3N ainsi que les structures suivantes : le Ministère de l'Agriculture, les Etablissements publics sous sa tutelle (Chambres d'agriculture et Centrale d'approvisionnement des intrants et du matériel agricole) ainsi que le Secrétariat permanent du Code rural, le Ministère de l'Elevage, le Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé et l'Etablissement public sous sa tutelle (Office des produits vivriers du Niger), le Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable, le Ministère de la Santé Publique, le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, le Ministère de la Population, le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère en charge de la Décentralisation ainsi que les services de la Primature en charge de la prévention et de la gestion des catastrophes et crises alimentaires (DNPGCCA). Au sein de ces Ministères et de leurs Directions régionales, les Directions des Etudes et de la Programmation (DEP) sont en charge de la programmation-budgétisation, des études et du suivi technique. Les Directions des Ressources Financières et Matérielles (DRFM) assurent la gestion des ressources financières du Ministère. Les Directions des études statistiques assurent le traitement des données statistiques. Elles seront particulièrement ciblées par le renforcement de capacités.

Les Collectivités territoriales, l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales (ANFICT) et les Organisations professionnelles agricoles (OPA) sont des parties prenantes essentielles. Le réseau des parlementaires s'occupant des questions relatives à la sécurité alimentaire sera visé plus spécifiquement par les activités de redevabilité mais également la société civile, les petites et moyennes entreprises du secteur privé agro-alimentaire, les laboratoires de recherche nigériens qui seront activement impliqués dans le suivi budgétaire et

des résultats de la politique sectorielle et de ses réformes.

La coordination de la politique sectorielle est assurée par le Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (HC3N). Il s'appuie sur un ensemble d'outils de pilotage et de concertation aux niveaux national et déconcentrés. Certains de ces mécanismes éprouvent des difficultés à fonctionner. Le HC3N parvient difficilement à assurer la fonction de suivi intra-annuel et à jouer son rôle d'arbitrage.

1.1.3 Domaines d'appuis prioritaires/analyse des problèmes

Le contrat de réforme sectorielle vise à contribuer aux objectifs de la politique sectorielle portés par le HCi3N.

L'absence d'une revue des dépenses publiques récente ne permet pas de tirer des conclusions quant aux avancées de certains indicateurs budgétaires sectoriels.

Le secteur agro-sylvo-pastoral occupe une place majeure dans l'économie du Niger. Il contribue à 24% du Produit Intérieur Brut sur la période 2011-2014⁷. Ce secteur se prévaut d'un potentiel de croissance certes significatif, mais ce potentiel doit être soutenu à travers la mise en œuvre efficace des politiques, l'amélioration de la redevabilité sur les transferts budgétaires au bénéfice du secteur, l'amélioration de la gouvernance, la modernisation et fonctionnement des administrations sectorielles au niveau central et déconcentré, la mise en œuvre ou l'aboutissement des réformes nécessaires en vue de répondre aux besoins d'améliorer les conditions d'accès à la terre, de sécuriser les ressources foncières partagées, d'assurer une gestion durable des terres et de l'eau mais aussi de mieux répartir avec le secteur privé certaines missions publiques. En ce qui concerne la gouvernance foncière et environnementale, l'analyse des problèmes a permis d'identifier un faible financement public, des institutions déconcentrées ne disposant pas de moyens pour assurer au minimum leur mission, des dispositifs de gestion de l'information peu performants ou qui ne permettent pas d'apprécier de manière transparente les réalisations effectuées. Dans le domaine de l'appui-conseil, les études font état d'une pluralité d'acteurs publics dont la répartition des prérogatives reste à clarifier, d'une forte disparité géographique dans l'accès aux services et de l'émergence d'acteurs privés de la profession dont le dialogue avec l'Etat est à structurer. L'accès au financement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle est une priorité pour le secteur et un "fonds" est actuellement en gestation pour répondre aux besoins de subvention et de crédit en milieu rural. La mise en place de mécanismes durables de financement des interventions en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle nécessite d'être soutenue, tout en renforçant la transparence, la redevabilité et l'efficacité des transferts financiers en place et qui aujourd'hui permettent de subventionner les céréales revendues à prix modérés, les intrants et le matériel agricole, ... Le soutien aux réformes en matière d'agriculture durable et le dialogue sectoriel apporteront leur contribution à la sécurisation des investissements que le pays s'est fortement engagé à réaliser à travers l'initiative 3N, notamment pour augmenter les productions agricoles nationales à travers l'accroissement des surfaces en culture irriguée et la restauration des surfaces dégradées.

Le Niger a connu ces dix dernières années des crises alimentaires et nutritionnelles récur-

⁷ Revue d'exécution du PAP/PDES 2012-2015. Secrétariat de Plan de Développement Economique et Social. Avril 2015. Cette contribution est certainement plus importante, car une part significative de la production agricole destinée aux marchés de la sous-région (bétail sur pied, oignon, niébé, poivrons, sésame, etc.) n'est pas prise en compte dans les statistiques officielles. La contribution du secteur varie d'une année à l'autre (4 à 5%) en fonction des aléas climatiques.

rentes⁸. Des ressources substantielles sont mobilisées chaque année pour répondre à cette vulnérabilité transitoirement aigüe⁹. Cette réponse est dépendante des appuis externes, y compris le fonctionnement de son dispositif de coordination (le DNPGCCA) soutenu principalement par les bailleurs de fonds. La vulnérabilité chronique affecte, quant à elle, un quart de la population rurale en moyenne, et ce indépendamment du niveau global de production céréalière¹⁰. La recherche de solutions durables aux causes sous-jacentes appelle à un rééquilibrage en faveur de la prévention des crises. La mise en œuvre de filets sociaux¹¹ par le DNPGCCA depuis 2012 témoigne de cette évolution opérationnelle. Cependant, l'amélioration structurelle de l'accès à l'alimentation et de la résilience des ménages les plus vulnérables appelle au développement (i) d'une stratégie de prévention de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique articulée avec la politique nationale de protection sociale, les politiques sectorielles de l'I3N, et les mécanismes de réponses ponctuels, à temps et de qualité, aux crises des sécurité alimentaires et catastrophes, (ii) d'un portage institutionnel clarifié de la stratégie dans le cadre de la Déclaration de Paris, et enfin (iii) d'une analyse référentielle nationale de la vulnérabilité chronique.

Par ailleurs, la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans, qui s'élevait à 45,5 % au niveau national en 2014¹², est en permanence au-dessus du seuil d'alerte (40 %). Les déterminants de la malnutrition sont multiples. On peut citer des pratiques inappropriées d'hygiène et de soin aux nourrissons et jeunes enfants, un faible accès à l'eau potable et à l'assainissement rural¹³, à des barrières économiques à la mise en œuvre de pratiques alimentaire, d'hygiène et de soin. La prévention de la malnutrition chronique constitue une priorité nationale et il existe aujourd'hui un consensus autour de la nécessité d'une approche qui assure une vision multisectorielle afin de prendre en compte les causes structurelles de la malnutrition. Le pays s'est doté en décembre 2015 d'une politique nationale multisectorielle sur la sécurité nutritionnelle. Un plan d'action, composé de huit volets est en cours d'élaboration et engage divers ministères sectoriels (agriculture, eau et assainissement, protection sociale, éducation, santé, etc) sur des actions sensibles à la nutrition. Il nécessitera un suivi et un appui à travers la mise en place d'une plateforme d'information.

Le HC3N, les services des Ministères et administrations de mission et les autres parties prenantes (notamment les collectivités territoriales et les organisations de producteur) aussi bien au niveau national que déconcentré éprouvent des besoins en renforcement institutionnel/gouvernance, en renforcement de capacités en planification-programmation-budgétisation, gestion des marchés publics et suivi/évaluation de l'exécution des actions publiques, surtout dans la perspective de l'application de la directive UEMOA¹⁴. L'application de la directive 6

⁸ Les crises de 2005, 2010, et 2012 qui ont chacune affecté plus de 3,5 millions de personnes au Niger.

⁹ Les dépenses annuelles d'assistance humanitaire dédiées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont de l'ordre de 300 000 000 USD. UN-OCHA.

¹⁰ Revue du Plan de Développement Economique et Social 2014.

¹¹ Les filets sociaux pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont une approche qui fait partie intégrante de la politique nationale de protection sociale en particulier de son axe 1.

¹² Deux régions ont des prévalences beaucoup plus élevées que la moyenne nationale: Maradi (55,9%), Zinder (48,4%). SMART 2014

¹³ En 2015, le taux d'accès national à une source d'eau potable en milieu rural était de 51 %, (base RGHP 2001) et à l'assainissement rural (7 % base enquête INS 2012).

¹⁴ Directive N°06/2009/CM/UEMOA portant lois de finances au sein de l'UEMOA et transposée au Niger dans la loi N° 2012-09 du 26 mars 2012 portant loi organique relative aux lois de finances. L'application de la directive 6 de l'UEMOA sur les finances publiques à partir du budget 2017 constitue une véritable mutation de l'approche programmatique et budgétaire. Elle constitue une opportunité et un atout importants pour des mécanismes de

sur les finances publiques à partir du budget 2017 constitue une véritable mutation de l'approche programmatique et budgétaire. Elle constitue une opportunité et un atout importants pour des mécanismes de gouvernance d'I3N plus cohérents, transparents, efficaces, mieux coordonnés nécessaires à un contrat de réforme sectorielle. C'est de là que découle la nécessité de prévoir un renforcement de capacités conséquent de l'ensemble des parties prenantes, y compris les parlementaires qui seront mieux associés au processus budgétaire.

1.2 Autres domaines d'évaluation

1.2.1 Valeurs fondamentales

Le Niger a signé et ratifié les principales Conventions internationales relatives aux droits humains et leurs Protocoles. L'examen Périodique Universel du deuxième cycle de janvier 2016 a montré des progrès en matière des droits humains dans un contexte caractérisé par des défis essentiels liés à la pauvreté et à l'insécurité. Les principes d'égalité et de non-discrimination sont consacrés par la Constitution et sont censés gouverner les pratiques en matière de fourniture de services publics et soutien à la production dans le domaine de la sécurité alimentaire, la résilience et la nutrition. L'Initiative 3N cible des populations vulnérables et a pour vocation de mettre les populations nigériennes à l'abri de la faim. Des efforts sensibles sont apportés pour promouvoir les droits des femmes mais la prise en compte de leurs besoins et priorités demeure une préoccupation majeure. Les jeunes sont vulnérables du fait d'un faible niveau de formation professionnelle et de la pression sur les ressources foncières, auxquelles ils ont très peu accès. De faibles opportunités d'insertion économique leur sont offertes. La situation des populations pastorales est également préoccupante dans un contexte de pression sur les ressources naturelles.

L'insécurité liée au terrorisme impose une vigilance rapprochée en matière de droits humains, notamment la protection des besoins vitaux des populations déplacées. L'état d'urgence déclaré (et renouvelé déjà à deux reprises) dans la Région de Diffa suite aux attaques répétées et attentats de *Boko Haram*, empêche le fonctionnement normal des institutions de l'Etat. Le processus démocratique avec les élections présidentielle et législative de février 2016 est maintenu mais appelle à une vigilance accrue en raison des fragilités évidentes tout au long du processus électoral.

1.2.2 Politique macroéconomique

Dans son dernier rapport daté de Janvier 2016, le Fonds monétaire international (FMI) estimait au 30 novembre 2015 la croissance du PIB pour 2015 à 4,4%. L'accélération observée en 2014 était liée en partie à une hausse de 9,0 % enregistrée dans le secteur primaire, notamment dans la production agricole des cultures irriguées ainsi qu'à un secteur des services plus dynamique. La croissance du PIB moins soutenue en 2015 s'explique en partie par la baisse des cours du pétrole et de l'uranium. La croissance du secteur agricole s'est poursuivie en 2015, grâce à de bonnes récoltes, mais avec une moindre progression qu'en 2014 (baisse du PIB de la pêche, du fait des blocages de *Boko Haram* sur le lac Tchad, et à une stagnation du secteur forêt, le gaz et l'électricité remplaçant progressivement le bois de chauffe). L'inflation est restée modérée en 2015, estimée globalement à 1,3% à fin septembre 2015. Elle reste infé-

gouvernance d'I3N plus cohérents, transparents, efficaces, mieux coordonnés nécessaires à un contrat de réforme sectorielle. C'est de là que découle la nécessité de prévoir un renforcement de capacités conséquent de l'ensemble des parties prenantes. Par ailleurs les parlementaires seront mieux associés au processus budgétaire grâce aux réformes UEMOA.

rieure à la norme communautaire de 3 %.

Concernant la situation budgétaire, elle s'était dégradée en 2014 du fait d'une augmentation des dépenses sécuritaires¹⁵ de la baisse du niveau des recettes intérieures et des financements extérieurs. Le gouvernement a pris début 2015 plusieurs mesures correctrices. La situation budgétaire s'est ainsi redressée au 1^{er} semestre 2015. L'amélioration de la collecte des recettes intérieures a permis de rembourser 61,5 milliards d'arriérés intérieurs et d'en réduire significativement le stock. Selon le rapport du F.M.I., le budget de 2016 vise à poursuivre les efforts dans les domaines sociaux (éducation et formation professionnelle, santé), tout en développant les infrastructures économiques. Compte tenu de ces investissements, le déficit budgétaire global, base engagement devrait s'élever encore en 2016 à 7,5% du PIB (critère de convergence UEMOA situé à 3% du PIB). Un rééquilibrage est attendu d'ici 2017-2018.

Concernant la maîtrise de l'endettement extérieur, le gouvernement vient d'obtenir du F.M.I. une prolongation et une augmentation de la FEC jusqu'à décembre 2016. Ceci a permis de rassurer les autres donateurs en appui budgétaire général. 58,6 milliards dont 45,5 milliards sous forme de dons viennent ainsi d'être consentis par l'UE, la Banque Mondiale, la France et le Nigéria, pour permettre au Niger de faire face aux dépenses sécuritaires, tout en poursuivant ses investissements et ses réformes.

1.2.3 Gestion des finances publiques (GFP)

1.2.3.1 Caractéristiques générales

Les principaux points faibles relevés lors de l'évaluation PEFA de 2012 (dernière évaluation en date) étaient notamment le manque de crédibilité du budget (qui conduit à des déficits de financement et à une allocation insuffisamment stratégique des ressources), les faiblesses de la comptabilité, de l'enregistrement de l'information et des rapports financiers, ainsi que la faiblesse de la surveillance et des vérifications externes. Par ailleurs les pratiques des bailleurs de fonds étaient peu en phase avec les principes régissant l'efficacité de l'aide. Le PEFA mettait aussi en évidence des points relativement forts tels que les perspectives pluriannuelles dans la préparation du budget (CDMT global), la prévisibilité de la disponibilité des fonds pour l'engagement des dépenses, la gestion de la dette publique et le processus de passation des marchés publics. Au niveau de l'audit, la cour des comptes et l'agence de régulation des marchés publics dressent des rapports annuels qui sont disséminés et publiés en ligne. Toutefois, il est à relever un faible degré de mise en œuvre des recommandations des rapports d'audits publiés sur les années 2014 et antérieures. L'espace budgétaire du Niger reste également marqué l'importance des ressources internes de l'Etat, l'aide publique au développement (aide projets et appui budgétaire), les émissions de bons de trésor sur le marché régional et le partenariat public privé. Le financement extérieur (projets et appuis budgétaires) représente en moyenne 34% des prévisions budgétaires de la période 2014-2016 et 23.1% des dépenses réalisées de dépenses hors dette. On note également que la gestion des arriérés de paiements qui a soulevé souvent des préoccupations majeures entre les autorités nigériennes et les PTFs, s'est améliorée de manière substantielle (le stock des arriérés de paiement à fin décembre 2015 était de 21.7 milliards de FCFA contre 87 milliards FCFA en 2014).

Le Programme de Réformes de la Gestion des Finances Publiques (PRGFP III 2013-2015) est basé sur les faiblesses identifiées dans l'évaluation PEFA, réalisée par les services du FMI, et

¹⁵ En 2015, elles ont représenté 41,5 milliards de FCFA, soit 1% du PIB, pendant que les dépenses pour la sécurité alimentaire représentaient 4,6 milliards de FCFA, soit 0,1% du PIB

est aussi doté d'un ensemble d'objectifs cohérents pouvant être mesurés, ce qui en assure la pertinence. La crédibilité du programme est par ailleurs relativement satisfaisante et l'appui technique fourni par les partenaires apparaît correctement lié aux domaines clés où les faiblesses dans la GFP ont été constatées, avec des priorités données aux réformes telles que la couverture et la transparence du budget, la budgétisation basée sur les politiques publiques, la prévisibilité et le contrôle de l'exécution du budget, l'amélioration du système d'informations à travers les travaux de câblage et d'interconnexion des services et le contrôle externe. Le PRGFP III a intégré également le principe du séquençage adéquat dans la programmation et la mise en œuvre des actions de réformes. Néanmoins, on constate aussi une lenteur préoccupante dans l'adoption des textes relatifs à la lutte contre la corruption et dans mise en œuvre des budget-programmes. Les principaux défis sont, entre autres, l'amélioration de la crédibilité budgétaire, l'accélération de la déconcentration budgétaire et de l'ordonnancement vers les ministères sectoriels ainsi que la mise à jour de l'application informatique de la gestion budgétaire et comptable afin de prendre en compte les impacts des textes issus des directives UEMOA.

La contribution de l'Etat à la mise en œuvre des réformes s'opère à travers des ressources humaines, matérielles et financières des différentes structures intervenant dans la mise en œuvre du PRGFP III (notamment la Direction Générale des Réformes Financières, la Direction Générale du Budget, la Direction Générale des Impôts, les douanes, la Cour des comptes, etc.). En outre, selon les données de l'exécution budgétaire 2014, un montant de 500 000 EUR (soit 0.42% des dépenses totales du Ministère des finances) a été dépensé à travers 3 lignes budgétaires spécifiquement liées aux réformes (appuis aux missions de revue, modernisation des administrations économiques et financières et autres dépenses pour les réformes). Un montant similaire était prévu dans le budget 2015.

Une évaluation PEFA sera réalisée à partir d'avril 2016, pour apprécier les différentes avancées et engager l'élaboration d'une nouvelle stratégie de réforme pour la période 2016-2020 et de sa prise en compte dans le nouveau PDES. Conformément aux recommandations du dernier comité de pilotage du PRGFP III (tenu le 13 octobre 2015), un plan d'actions intermédiaire pour l'année 2016 a été élaboré et adopté en mars 2016 en attendant la formulation de la nouvelle stratégie de réformes de GFP pour la période 2017-2020. Ce plan d'actions intérimaire 2016 s'inscrit dans la logique du PRGFP III par rapport à ses objectifs spécifiques et les principales dimensions de la gestion des finances publiques. Il s'articule entre autre autour des actions d'internalisation des directives de l'UEMOA (budget programme sectoriels et adoption de l'ensemble des textes d'application restant ainsi que les applications informatiques nécessaires, plan comptable de l'Etat), réformes douanières et informatisation des procédures douanières, le renforcement des régies pour la mobilisation des ressources internes, le reporting financier et la transparence, l'évaluation PEFA et la coordination et le pilotage des réformes.

Au niveau technique, le dialogue sur la gestion des finances publiques est continu. Ce dialogue se matérialise par la tenue des réunions du comité technique de suivi et du comité de pilotage du PRGFP. Le dialogue politique, à haut niveau, est beaucoup plus limité. Les réunions sont peu régulières et souvent organisées en bilatéral. La création d'un cadre global de partenariat et de suivi des programmes d'appuis budgétaires, regroupant les PTF et le gouvernement a été demandée par l'UE et d'autres PTF, afin de disposer d'un cadre harmonisé, d'une matrice commune des mesures de réformes et pour l'organisation des revues conjointes. La demande a été positivement accueillie par le Ministre des Finances.

1.2.3.1- Aspects sectoriels de la gestion budgétaire et financière

L'évolution de la part des dépenses courantes du secteur par rapport aux budgets annuels de ces dernières années est une preuve de l'importance budgétaire accordée au secteur agriculture durable, sécurité alimentaire et nutritionnelle, même si par ailleurs cet effort reste insuffisant au regard de la pression démographique, de la demande sociale, Les dépenses totales réalisées dans le secteur rural (tous sous-secteurs confondus) s'élèvent à 175.3 milliards de FCFA en 2014, soit 13.3% des dépenses totales du budget total (hors dette). Ce ratio est de 9% à fin décembre 2015 (sur la base de la situation provisoire des dépenses d'investissement sur fonds extérieurs). Les dépenses effectuées dans le sous-secteur agriculture représentent ainsi en moyenne 43% des dépenses totales du secteur en 2015 et 2014, l'élevage et l'environnement respectivement 11% et 5%. Sur les dépenses publiques du secteur, les investissements publics représentent en moyenne 73% (dont plus de la moitié est réalisée au profit du Ministère de l'Hydraulique). Le taux moyen de consommation des crédits évoluent de manière erratique sur la période 2013-2015 : il est de 61.3% à fin décembre 2015 (situation provisoire), 96.7% en 2014 et 75.4% en 2013. Hors les investissements publics, toutes les composantes des dépenses publiques du secteur (salaires, fonctionnement, subventions) connaissent des taux de réalisation financière satisfaisants.

La contribution du financement extérieur s'établit à 42.4% des dépenses réalisées en 2014 et 56.3% en 2015¹⁶. Au titre de l'année 2016, la contribution des ressources de l'APD représenterait 70.5% du budget total du secteur et 79.8% des investissements. Quant au financement privé, il ne représente que 0.2% (source : Rapport Bilan de l'I3N, octobre 2015). En outre, on peut relever des écarts entre les programmations financières prévisionnelles du plan d'actions de la stratégie de l'I3N et les allocations budgétaires des ministères du secteur rural au titre des budgets annuels adoptés. L'importance de la demande sociale en matière de capital de production et d'infrastructures économiques et sociales d'une part, d'équipements agricoles et d'accompagnement et d'encadrement des organisations des producteurs, d'autre part, rend le besoin de financement encore plus aigu. De même, la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et des aléas climatiques militent encore pour des financements durables plus conséquents.

Selon la classification sectorielle, les dépenses totales du Ministère de l'agriculture représentent 6.5% des dépenses totales (hors dette) de l'Etat en 2014, celles du Ministère de l'élevage 1.5%, celles du Ministère de l'environnement 0.7% et celles de l'hydraulique 4.5%. Il ressort de la situation provisoire de la gestion 2015 que ce ratio est de 3.4% pour l'agriculture, 1% pour l'élevage et 0.4% pour l'environnement et 4.2% pour l'hydraulique. En moyenne, le financement du secteur est assuré à 50% par les fonds propres de l'Etat (abstraction faite de la ventilation des appuis budgétaires par secteur et par rubrique des dépenses courantes). L'analyse de l'évolution du plan de financement du portefeuille des projets/programmes fait ressortir une volatilité des ressources affectées au secteur, surtout au niveau de l'aide publique au développement. L'effort de l'Etat pour le secteur, mesuré par la part des dépenses courantes par rapport aux dépenses courantes totales (hors dette) de l'Etat, est de 1.7% en moyenne pour les années 2014-2015 pour le Ministère de l'agriculture, 0.5% pour l'élevage et pour l'environnement et 1.1% pour le Ministère de l'hydraulique.

Au niveau de la classification économique des dépenses de la période 2014-2015, plus de la

¹⁶ Situation encore provisoire ; non disponibilité des données finales des financements extérieurs des projets.

moitié des dépenses de subventions du secteur, a été mobilisée au profit des instituts de formations et de recherches du secteur (INRAN), des Etablissements publics agricoles (comme l'Office national des aménagements hydroagricoles - ONAHA) et des centres de multiplication (pour l'élevage). Les organisations de producteurs ont reçu directement peu de ressources du budget (1.4% des subventions du Ministère de l'agriculture). S'agissant des investissements publics, des efforts importants sont réalisés dans le domaine de la réalisation des aménagements hydro-agricoles, des mini barrages, de la récupération et protection des terres, des points d'eau pastoraux et villageois, de l'acquisition de tracteurs et autres équipements. Ainsi, on note une prépondérance dans la réalisation des infrastructures économiques, agricoles, vétérinaires et hydrauliques. Les infrastructures financées sur ressources propres de l'Etat représentent plus de 18 milliards de FCFA au niveau du Ministère de l'agriculture, 5.9 milliards FCFA pour l'élevage, 3.01 milliards FCFA pour l'environnement (dont 1.1 milliard FCFA sur ressources PPTE) et 8.6 milliards de FCFA pour l'hydraulique. Il convient de relever qu'au niveau du sous-secteur agricole, les dépenses d'acquisitions de matériel technique, levier de la productivité du secteur, sont de 7.1 milliards de FCFA pour l'achat des tracteurs et 4.6 milliards de FCFA pour les intrants agricoles à travers la Centrale d'approvisionnement des intrants et du matériel agricole (CAIMA). Au niveau de la reconstitution des stocks de réserves de l'Office des produits vivriers du Niger (OPVN), une dotation budgétaire de 10 milliards a été inscrite dans la loi des finances 2016 et on enregistre une réalisation du même montant en 2015. Certaines composantes du portefeuille de projets/programmes concourent également à la réalisation des infrastructures et à l'acquisition des équipements techniques et matériels. Le niveau des dépenses faibles relatives à l'acquisition de matériel informatique démontre la faible modernisation des administrations centrale et déconcentrée du secteur. La nécessité de disposer des données statistiques de qualité et à temps devrait militer pour une meilleure dotation des services d'équipements techniques et informatiques adéquats. L'analyse du fonctionnement courant des services montre que la structure des dépenses reste la même pour l'ensemble des ministères du secteur. Par exemple, au Ministère de l'agriculture, trois lignes budgétaires, notamment celles relatives à la protection des végétaux (329 millions FCFA), la protection phytosanitaires (260 millions FCFA) et le fonctionnement EPER/UE (100 millions FCFA) absorbent presque 70% des dépenses totales de biens/services en 2015. Quant au Ministère de l'élevage, les principaux postes de dépenses de fonctionnement sont les activités de curée salée, les foras et les acquisitions de produits vétérinaires représentent 375 millions FCFA, soit 56% des dépenses de biens et biens services de la gestion 2015.

Dans le domaine de la santé, les dépenses publiques totales représentent 6.2% des dépenses totales (hors dette) en 2015 et 5.4% en 2014. Ce ratio, estimé à 5.4% en 2016, reste encore en deça des initiatives internationales (Abuja 2001, 15% budget total à la santé). Le financement du secteur de la santé est également assuré par l'Etat, les PTF et le secteur privé. La contribution des PTFs est essentiellement axée sur les investissements publics; elle représente en moyenne 70% des dépenses réalisées en 2015 et 2014 contre 84% (prévu) en 2016. Au total, le financement extérieur des projets/programmes s'établit à 25% des dépenses totales en 2016 et 2015 contre 13% en 2014. Par ailleurs, les dépenses du personnel et les subventions connaissent des accroissements réguliers sur les trois dernières années. En plus de la ligne de la gratuité des soins médicaux (représentant 25% du total des prévisions en 2016), le programme élargi de vaccination (PEV, 6%), les principaux bénéficiaires des subventions sont les hôpitaux nationaux (20% du total), les évacuations sanitaires (11% du total), les autres programmes santé, les instituts et écoles de santé publique et la formation spécialisée des médecins.

En outre, il est à relever que le niveau des crédits affectés aux régions et départements reste

encore limité par rapport aux dotations budgétaires totales. Ces crédits représentent 3.3% des dépenses totales du Ministère de l'agriculture en 2015, 18.5% de celles du Ministère de l'élevage, 21.7% de celles du Ministère de l'hydraulique et 29.6% de celles du Ministère de l'environnement. En 2014, la part de ces crédits était de 44% pour l'élevage, 40% pour l'environnement, 22% pour l'hydraulique et 3.1% pour l'agriculture.

A toutes fins utiles, une analyse sectorielle détaillée relative est présentée en annexe 2 "Éligibilité de la gestion des finances publiques".

Au regard des différents efforts enregistrés dans la mise en œuvre des actions de réformes, de l'engagement des autorités à élaborer et à mettre en œuvre un plan intérimaire 2016 en attendant l'évaluation PEFA 2016 et la nouvelle stratégie, la Délégation de l'UE estime que le Niger a réalisé des progrès satisfaisants dans la mise en œuvre des réformes de la gestion des finances publiques et maintient son éligibilité à l'appui budgétaire en ce qui concerne cette condition générale.

1.2.4 Transparence et contrôle du budget

La transparence budgétaire et la diffusion de l'information budgétaire se sont substantiellement améliorées notamment sous l'impulsion des programmes d'appui budgétaire de l'UE, du FMI et des autres PTFs. Dans le cadre des orientations de l'UEMOA, les autorités nigériennes ont multiplié les initiatives pour diffuser les informations budgétaires auprès des citoyens nigériens. Cela passe notamment par des relais de la société civile et l'organisation des réunions de présentation des projets de budget à la société civile, le secteur privé et les PTFs (en 2015, un budget citoyen a été publié avec un guide de lecture à l'usage de la population). Par ailleurs, de nombreux documents économiques et financiers sont maintenant publiés dans des délais très courts après leur parution sur les sites web de l'INS ou du Ministère de l'économie et des Finances.

Concernant la lutte contre la corruption, suite aux différents efforts de l'état, notamment la mise en place de la HALCIA (Haute Autorité de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées, créée par décret présidentiel du 26-07-2011), le Niger occupe désormais en 2015 le 99^{ème} rang sur 168 pays (pour rappel: 134^{ème} en 2011) et le 23^{ème} rang sur 52 pays africains dans le classement des pays selon l'indice de perception de la corruption (IPC) publié par l'ONG Transparency International, en janvier 2016.

Au niveau de la reddition et de la publication des comptes, un effort important a été observé dans le rattrapage des retards dans la production et l'adoption des comptes de gestion et des lois de règlement. Ces progrès ont permis d'améliorer la notation du Niger au niveau de l'indice de budget ouvert (IBO) 2015 où le Niger a obtenu la note de 17/100 contre 4/100 en 2012. Le Parlement a approuvé en mars 2014 la Loi sur la Transparence budgétaire. Les débats de l'Assemblée Nationale sur le projet de loi de Finances et son adoption sont publics et couverts par les radios et la télévision nationale. En 2014, la Direction Générale des Marchés Publics a été réorganisée et de nouveaux textes responsabilisant les membres des commissions ont été adoptés. Concernant les contrôles de la Cour des Comptes, celle-ci a vu ses effectifs renforcés en 2013. En 2015, l'Inspection des Finances est devenue une entité autonome au lieu d'une Direction Générale. Les rapports publics généraux de la cour des comptes et de l'IGF ainsi que ceux de l'audit des marchés publics sont régulièrement publiés et mis en ligne. La Direction Générale du Contrôle Financier a également été réorganisée et a vu la création des postes de contrôleurs financiers régionaux.

Globalement, même si des progrès peuvent encore être réalisés, il existe une volonté et une dynamique effective et tangible pour améliorer la gestion des finances publiques, la transparence et l'information du citoyen sur les données budgétaires.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque(E/M/F)	Mesures d'atténuation
Risques contextuels		
<ul style="list-style-type: none"> Situation sécuritaire se dégrade dans le pays 	M	<ul style="list-style-type: none"> Veille autour des perturbations sécuritaires et ajustement des activités Certains projets FED (PAJED II) et ICSP offrent déjà de l'appui financier et technique aux forces de sécurité
<ul style="list-style-type: none"> Croissance démographique galopante 	E	<ul style="list-style-type: none"> Politiques de planification familiale (promue également de manière permanente par le dialogue politique)
<ul style="list-style-type: none"> Récurrence de crises alimentaires /catastrophes naturelles 	E	<ul style="list-style-type: none"> Appui à la lutte contre les causes de l'insécurité alimentaire malnutrition chroniques Appui aux mécanismes de prévention et de réponses aux crises
Risques liés à la programmation		
<ul style="list-style-type: none"> Faible capacité des partenaires en termes d'absorption des fonds 	M	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de dispositifs d'appui Renforcement du dialogue avec l'administration publique / coordination PTF Adaptation des modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> Gestion fiduciaire défaillante 	M	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'appui, renforcement de capacités Appui traçabilité, suivi en relation avec MEF Renforcement des contrôles et des audits
<ul style="list-style-type: none"> Non-respect de l'additionnalité de l'ABS au budget national 	M	<ul style="list-style-type: none"> Engagement dans le cadre du CRS Indicateur budgétaire (déclencheur)
Risques institutionnels		
<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance de transferts des ressources / compétences vers CT 	M	<ul style="list-style-type: none"> Appui à la territorialisation de la politique sectorielle
<ul style="list-style-type: none"> Capacité insuffisante dans l'application des réformes 	M	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de dispositifs de suivi / redevabilité Progressivité des réformes, engagements mutuels suivis par dialogue politique sectoriel
<ul style="list-style-type: none"> Instabilité et mobilité des ressources humaines 	M	<ul style="list-style-type: none"> Ciblage des appuis aux directions techniques et aux acteurs privés
Hypothèses : Stabilité politique et institutionnelle		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

Une des principales leçons apprises est que le Gouvernement du Niger et ses partenaires ont employé ces dernières années des ressources significatives à la gestion de crises alimentaires et nutritionnelles. La recherche de solutions durables aux causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle appelle cependant à un rééquilibrage en faveur de la prévention des crises, conformément aux recommandations issues du processus AGIR (« Alliance Globale pour les Initiatives de Résilience »), au Niger, qui a donné lieu à des réflexions approfondies et inclusives sur ces questions et a abouti à l'identification de « Priorités Résilience Pays ». Entre 2012 et 2015, la Niger a adhéré à plusieurs mouvements internationaux, continentaux et régionaux, et les engagements pris en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle doivent être incorporés dans la Programmation de l'Initiative 3N. Il convient notamment de citer les nouveaux Objectifs de développement durable, les engagements issus de la COP 21, les processus « *Scaling Up Nutrition* » et « *Renewed Effort Against Child Hunger and undernutrition* », le « Défi Faim Zéro », la « Plateforme pour la gestion des risques agricoles » et le mouvement pour une « Agriculture intelligente (ou résiliente) face au climat », les engagements du Sommet des Chefs d'Etat à Malabo sur la « Transformation de l'Agriculture Africaine pour une Prospérité Partagée et un Mieux-être, à travers l'exploitation des Opportunités pour la Croissance Inclusive et le Développement Durable ». Le réajustement prévu pour la prochaine phase 2016-2020 du plan d'action de l'I3N devra permettre de corriger ces insuffisances, d'intégrer ces initiatives et d'appréhender le concept de la « résilience », de manière multidimensionnelle et donc transversale.

En ce qui concerne la prévention et la gestion des crises alimentaires (domaine prioritaire de l'aide de l'UE sur la période 2008-2014), les différentes évaluations mettent en avant la nécessité de : i) contribuer à une meilleure appropriation des stratégies de prévention et de protection sociale spécifiquement destinées à combattre la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique, ii) harmoniser les mécanismes de ciblage et systèmes de suivi de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, iii) mieux anticiper/répondre aux crises/catastrophes d'une manière intégrée, complémentaire et articulée avec les efforts plus durables, iv) équilibrer les volets prévention/résilience et réponses d'urgence afin de lutter plus efficacement contre les causes profondes de l'insécurité alimentaire. Au niveau de la nutrition, le focus a été principalement porté sur la prise en charge de la malnutrition aiguë globale. Malgré ces efforts, sa prévalence n'a que peu évolué depuis la révélation de la crise nutritionnelle en 2005. L'insuffisance d'appuis à la prévention de la malnutrition via une approche multisectorielle s'attaquant aux causes économiques, alimentaires, culturelles et sanitaires n'a pas entraîné de recul significatif de la prévalence de la malnutrition chronique. Par ailleurs, afin de réduire les impacts du manque d'hygiène, les évaluations dans le secteur ont souligné la nécessité d'accorder une attention particulière sur le volet Hygiène et Assainissement.

Plusieurs aides budgétaires générales ou sectorielles sont en cours au Niger. Des leurs analyses il ressort en particulier les enseignements suivants : i) ne pas s'appuyer sur un nombre trop important de conditions ou déclencheurs dont le suivi serait difficile à réaliser, ii) dialogue entre les PTF utilisant les aides budgétaires conditionnées, afin de rechercher une complémentarité et une cohérence sectorielle globale. Par ailleurs, des expériences positives d'appuis se rapprochent de la modalité ABS : i) au DNPGCCA, ii) au Ministère de l'Hydraulique / Assainissement (MHA), qui dispose des Budgets Programmes par Objectifs (BPO) depuis 2009 (décliné par région) et d'un CDMT depuis 2013. Le dialogue sectoriel s'inscrit dans des

cadres de concertation Etat-PTF, Etat-ONG et dans le cadre d'une revue sectorielle annuelle Etat-PTF. Les programmes Appui au démarrage de l'approche programme dans le secteur rural au Niger de l'UE et le Programme d'Appui au Secteur Rural de Danida ont permis de jeter les bases d'une approche programme qui sont autant d'atouts pour un futur CRS.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Les orientations du programme SANAD sont cohérentes et complémentaires avec le Programme APE pour le développement (PAPED). En effet, le développement des chaînes de valeur prioritaires, le développement et la facilitation des échanges, l'amélioration des infrastructures liées au commerce font partie des programmes opérationnels du PAPED.

L'I3N prévoit des cadres de dialogues, de concertation et d'opérationnalisation pour chacune des thématiques du plan d'action 2016-2020 de l'I3N. Les cadres de concertation actuels ont joué davantage un rôle de coordination stratégique que de suivi et de coordination opérationnelle. Les cadres régionaux de concertation sont peu actifs. Le système des Nations Unis dispose d'un Programme conjoint de ses agences. L'UE, les pays membres de l'UE et la Suisse sont en train de mettre en place une programmation conjointe pour la période 2016-2020. Il existe également des cadres de concertations entre les organisations de la société civile et entre les ONG.

Par ailleurs, ce Contrat de Réforme Sectoriel est conçu pour être complémentaire aux autres programmes de l'UE mis en œuvre actuellement ou prévus au Niger, notamment le projet PARC-DAD soutenu par l'Alliance mondiale contre le changement climatique, le projet venant en appui à la sécurisation de systèmes fonciers pastoraux/lignes directrices sur la gouvernance foncière, le projet Initiative Accélération OMD mis en œuvre par l'UNICEF et par le Ministère en charge de l'Hydraulique, ainsi que le futur appui à la plateforme sur les systèmes d'informations en matière de nutrition (en cours de préparation). Dans le domaine de l'agriculture durable et de la sécurité alimentaire, les appuis techniques et financiers de l'Agence française de développement et de la Coopération suisse et les composantes du présent CRS sont complémentaires. C'est également le cas du nouveau programme de Luxdev en matière de renforcement des capacités du ministère de l'hydraulique pour la composante sécurité nutritionnelle.

Le projet de mise en place d'un cadre de concertation Etat-PTF sur les appuis budgétaires est en cours.

3.3 Questions transversales

L'égalité des chances entre hommes et femmes demeure un défi majeur. Pourtant la sécurité alimentaire et nutritionnelle est intimement liée au rôle, aux capacités et au bien-être des femmes. L'accès des femmes à l'éducation reste limité malgré des progrès obtenus sur la scolarisation des filles. Notons que la prévalence de la malnutrition chronique est presque trois fois plus élevée chez les enfants dont les mères n'ont aucun niveau d'instruction comparé à ceux dont les mères ont eu accès à une instruction jusqu'au secondaire ou plus¹⁷. L'égalité des chances entre hommes et femmes demeure un défi majeur. L'accès des femmes à l'éducation reste limité malgré des progrès obtenus sur la scolarisation des filles. Des normes sociales en place confèrent une autonomie limitée aux femmes. Selon les coutumes, les femmes sont défavorisées concernant l'accès à l'héritage et à la terre. Les mariages précoces sont répandus et

¹⁷ Source : DHS 2012. Prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans : 7,9% lorsque la mère a un niveau d'instruction secondaire ou supérieur ; 21,7% lorsqu'elle n'a aucun niveau d'instruction.

le taux de fécondité très élevé. Le pays dispose d'une politique genre de 2008 qui met l'accent sur l'amélioration de l'environnement légal, économique et socio-culturel. Les aspects genre sont pris en considération en tant que principe directeur d'intervention dans l'Initiative 3N mais leur prise en compte dans le suivi et la mise en œuvre demeure faible. Le rôle moteur de mise en œuvre de la politique genre par le Ministère de la Population, Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant est insuffisamment mis en valeur dans la collaboration interministérielle de l'initiative 3N.

Le Niger est situé dans une région hautement instable. Le pays s'est doté d'une Haute Autorité à la Consolidation de la Paix et met en œuvre une Stratégie de Développement et Sécurité dans des zones à risque avec l'appui de l'Union européenne. Une analyse récente des facteurs de conflits au Niger (2014) met l'accent sur des types de conflits liés à 1) l'accès aux ressources naturelles (y compris l'accès à la terre), 2) l'accès aux ressources publiques, 3) la gestion du pouvoir politique, 4) la croissance démographique associée avec la marginalisation des jeunes et 5) des questions transfrontalières dont l'extrémisme religieux.

De plus, l'accroissement de la vulnérabilité au changement climatique a été particulièrement mis en exergue depuis la seconde communication nationale sur le changement climatique (2010). La Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN, 2015) présente l'adaptation au changement climatique comme étant une priorité nationale.

Initialement, les considérations concernant la prévention des conflits et la migration n'ont pas été intégrées de manière explicite dans l'Initiative 3N et des synergies avec des activités dans le domaine de la sécurité sont faibles. Potentiellement, les actions identifiées dans les axes de l'initiative sont susceptibles d'avoir des effets significatifs sur la prévention des conflits et la fixation des jeunes à travers les actions de promotion des productions irriguées, la récupération des terres dégradées et les filets sociaux de sécurité.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectif / résultats

L'objectif général de ce programme est d'appuyer les efforts du gouvernement de la République du Niger à éradiquer la pauvreté, à promouvoir une croissance durable et inclusive et à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique.

Il contribuera ainsi à la mise en œuvre du Plan d'action de la Valette, en particulier dans le domaine 1.1 "Investir dans le développement et l'éradication de la pauvreté. Ce programme, contribuera d'une part à améliorer les conditions pour le développement socio-économique du pays en particulier dans les zones de départ de migrants, à travers l'aboutissement des réformes relatives à la sécurisation foncière, à la gestion des ressources naturelles dont dépend la grande majorité de la population nigérienne et au financement des intrants et des subventions agricoles. D'autre part, il contribuera à renforcer la résilience à travers l'augmentation et l'amélioration de la couverture des besoins des ménages en insécurité alimentaire et nutritionnelle mais aussi à travers la réduction des disparités géographique et de genre dans l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement de base. A cet effet et entre autres, à l'horizon 2020 il a été retenu conjointement que l'amélioration du service public se traduise par l'assistance dans les délais à au moins 100 000 ménages en insécurité alimentaire sévère, par l'amélioration du taux d'accès théorique à l'eau potable pour qu'il dépasse 50% dans plus de 60 communes à forte disparité, par des dotations en latrines différenciées pour les filles/femmes dans plus de 40% des écoles et des centres de santé intégrée.

Si nécessaire, la réintégration de migrants à travers l'accompagnement dans des activités agricoles pourra être financée grâce à l'appui complémentaire.

Les objectifs spécifiques de ce programme visent à :

1. Accroître la capacité financière du gouvernement afin qu'il réalise les objectifs fixés en matière de politique sectorielle;
2. Promouvoir les politiques et les réformes sectorielles;
3. Renforcer la gouvernance au niveau sectoriel;
4. Répondre aux besoins essentiels de la population à travers l'amélioration de l'accès aux services dans les domaines de l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les résultats attendus de ce programme sont :

- i. la gouvernance à niveau sectoriel est renforcée ;
- ii. la fourniture des services publics est améliorée ;
- iii. les disparités géographiques et de genre sont réduites.

En particulier pour 2016, les 30 000 000 EUR additionnels fournis à partir des réserves du 11^e FED permettront de répondre aux besoins additionnels pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger dans le cadre de la réponse PRO-Resilience (*Addressing the global impact of “El Niño” and other contexts on food security*).

La modalité de mise en œuvre envisagée pour le présent appui est un Contrat de Réforme Sectorielle (CRS) assorti d'un appui complémentaire en gestion directe. Son coût total est de 203 000 000 EUR et sa durée opérationnelle de 60 mois (2016 – 2020). Il est envisagé un appui budgétaire de 192 000 000 EUR et un appui complémentaire de 11 000 000 EUR.

4.2 Activités principales

4.2.1 Appui budgétaire

Le dialogue sectoriel sera basé sur les progrès dans la mise en œuvre des conditions générales de décaissement (cf. section 5.3.2). Les principales activités correspondent aux domaines retenus pour évaluer le niveau de performance, qui conditionne le taux de décaissement des tranches variables (cf. section 5.3.2).

4.2.2 Appui complémentaire

L'aide budgétaire sera également complétée par des mesures d'accompagnement sous forme d'appuis institutionnels, assistance techniques, études, évaluation, vérifications visant notamment :

- a) L'établissement des situations de référence en matière des surfaces sécurisées par région, de superficies restaurées et leur géo-référencement, du taux d'accès théorique à l'eau potable par commune, de l'équipement en matière de latrines féminines dans des lieux publics tels que les écoles primaires et les centres de santé intégrés;
- b) Appui institutionnel, juridique et technique au Secrétariat permanent du Code rural et à ses démembrements ainsi qu'aux commissions foncières en vue d'améliorer le dispositif

- juridique et de rendre plus performante la gestion de l'information foncière centrale et locale en complémentarité/synergies avec les autres appuis (GIZ, UE);
- c) Appui institutionnel, juridique et technique pour favoriser l'opérationnalisation de mécanismes durables de financement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FISAN) en complémentarité avec les appuis européens en cours (Danida, Coopération suisse) et analyse de l'efficacité des subventions existantes pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette dernière analyse pourrait être menée conjointement avec la Banque mondiale.
 - d) Analyse référentielle de l'insécurité alimentaire chronique et appui à la définition d'un cadre stratégique et institutionnel sur les transferts sociaux pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en complémentarité/synergie avec l'appui apporté par la Banque mondiale/DFID sur les filets sociaux adaptatifs;
 - e) Bilan et diagnostic des fonctions du Dispositif national de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires et appui à l'élaboration d'un document fixant les principes directeurs des interventions répondant à l'insécurité alimentaire conjoncturelle adopté et adoption d'un chronogramme de référence pour les opérations;
 - f) Etude sur la viabilité d'une filière locale d'aliments fortifiés et appui à la définition d'un cadre de partenariat public-privé pour assurer la production locale d'aliments fortifiés;
 - g) Renforcement des capacités institutionnelles des ministères sectoriels en relation notamment avec le système de suivi-évaluation, l'intégration d'innovations technologiques, notamment en ce qui concerne le géo-référencement et suivi à jour des surfaces effectivement restaurées, la mise à jour des annuaires statistiques agricoles;
 - h) Amélioration des méthodes et outils de programmation budgétisation (en lien avec directive UEMOA), l'amélioration des délais de passation des marchés publics, l'amélioration du suivi technique des données des programmes constitutifs de I3N, la mise en place d'un suivi budgétaire conforme à l'approche programme et d'un suivi technique et budgétaire intra-annuel proactif en complémentarité avec les autres appuis de renforcement de la GFP prévus, appui à l'élaboration des manuels de procédures conformes avec la directive UEMOA;
 - i) Renforcement de capacités destiné à améliorer la transparence et le suivi par les institutions de contrôle internes et externes (réseau des parlementaires, cour des comptes, IGF, audits internes) et par la société civile, les laboratoires de recherche impliqués dans le secteur ;
 - j) Audit et missions de vérification permettant de déterminer le niveau de réalisation de certains indicateurs liés à la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Par ailleurs, un appui sera fourni via la ligne thématique Biens publics mondiaux pour l'opérationnalisation de la *plateforme d'information sur la sécurité nutritionnelle*. A cet effet, l'appui complémentaire viendra soutenir les capacités du HCI3N en termes d'analyse, de diffusion et d'aide à la décision des informations issues de la base de données qui sera placée au sein de l'Institut national des statistiques.

4.3 Logique d'intervention

Le soutien à l'agriculture durable, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle contribue à renforcer la résilience de la population nigérienne face aux chocs extérieurs et aux aléas climatiques. Les niveaux d'insécurité alimentaire et nutritionnelle (conjoncturels et chroniques) restent élevés au Niger, parfois supérieurs aux seuils d'urgence. L'incidence de la pauvreté est forte, plus particulièrement en milieu rural. L'objectif d'assurer la sécurité alimentaire, nutritionnelle et le développement de l'agriculture durable est fortement soutenu au niveau politique, prouvé par une politique multisectorielle spécifique et un portage institutionnel à très

haut niveau.

L'agriculture nigérienne se prévaut d'un potentiel de croissance bien que la démographie en milieu rural soit perçue comme un défi majeur pour ce potentiel. En effet, les petits producteurs agricoles et les ménages ruraux sont confrontés de plus en plus à un morcellement des terres, à la baisse de fertilité des sols, à la remontée du front agricole et la diminution des espaces pour la production pastorale, à la dégradation des ressources naturelles... Il va sans dire que ce potentiel agricole et environnemental doit être vigoureusement soutenu en vue de répondre aux besoins des petits producteurs sur le plan du revenu et de leur autosuffisance. Cela à travers la mise en œuvre des politiques appropriées, l'accroissement de transferts financiers efficaces pour les besoins en intrants (au sens large), la modernisation, la proximité et la bonne gouvernance des administrations du secteur, le transfert des ressources au niveau déconcentré et décentralisé sur la base des prérogatives transférées, la mise en œuvre ou l'aboutissement des réformes, la réduction des disparités de genre et géographique, objectifs poursuivis dans le cadre du présent appui.

Le Niger a connu ces dix dernières années des crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes¹⁸. Des ressources substantielles sont mobilisées chaque année pour répondre à cette vulnérabilité transitoirement aigüe¹⁹. La vulnérabilité chronique affecte, quant à elle, un quart de la population rurale en moyenne, et ce indépendamment du niveau global de production céréalière²⁰. La recherche de solutions durables aux causes sous-jacentes appelle à un rééquilibrage en faveur de la prévention des crises. Par ailleurs, la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans, qui s'élevait à 45,5 % au niveau national en 2014²¹, est en permanence au-dessus du seuil d'alerte (40 %). La prévention de la malnutrition chronique constitue une priorité nationale et il existe aujourd'hui un consensus autour de la nécessité d'une approche qui assure une vision multisectorielle afin de prendre en compte les causes structurelles de la malnutrition. Le pays s'est doté en décembre 2015 d'une politique nationale multisectorielle sur la sécurité nutritionnelle. Un plan d'action est en cours d'élaboration, il nécessitera un suivi et un appui à travers la mise en place d'une plateforme d'information. Le CRS SANAD contribuera à renforcer les volets 1 à 5 du Plan d'action (1. Gouvernance nutritionnelle, 2. Nutrition adéquate des groupes cibles, 3. Disponibilité, approvisionnement et consommation alimentaire en quantité et qualité, 4. Eau et assainissement, 5. Protection Sociale).

Le HC3N, les services des Ministères et administrations de mission et les autres parties prenantes (notamment les collectivités territoriales et les organisations de producteur) aussi bien au niveau national que déconcentré éprouvent des besoins en renforcement institutionnel/gouvernance, en renforcement de capacités en planification-programmation-budgétisation, gestion des marchés publics et suivi/évaluation de l'exécution des actions publiques, surtout dans la perspective de l'application de la directive UEMOA²². C'est de là que découle la né-

¹⁸ Les crises de 2005, 2010, et 2012 qui ont chacune affecté plus de 3,5 millions de personnes au Niger.

¹⁹ Les dépenses annuelles d'assistance humanitaire dédiées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont de l'ordre de 300 millions USD. UN-OCHA.

²⁰ Revue du Plan de Développement Economique et Social 2014.

²¹ Deux régions ont des prévalences beaucoup plus élevées que la moyenne nationale: Maradi (55,9%), Zinder (48,4%). SMART 2014

²² Directive N°06/2009/CM/UEMOA portant lois de finances au sein de l'UEMOA et transposée au Niger dans la loi N° 2012-09 du 26 mars 2012 portant loi organique relative aux lois de finances. L'application de la directive 6 de l'UEMOA sur les finances publiques à partir du budget 2017 constitue une véritable mutation de l'approche programmatique et budgétaire. Elle constitue une opportunité et un atout importants pour des mécanismes de

cessité de prévoir un renforcement de capacités conséquent de l'ensemble des parties prenantes, y compris les parlementaires qui seront mieux associés au processus budgétaire.

Le dialogue inter-acteurs sera un élément clé. A cet effet, des indicateurs de « dialogue » ont été identifiés et permettront d'apprécier les progrès dans la mise en œuvre du Programme National (I3N), ainsi que la crédibilité et la pertinence de cette politique.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4, de l'annexe du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire

Le montant alloué est de 192 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et de 11 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire.

Le montant de 192 000 000 EUR repose sur une répartition de 40 000 000 EUR en 2016, de 4 tranches de 38 000 000 EUR (2017, 2018, 2019, 2020) équivalent en moyenne à 14.5% du budget annuel des ministères de l'I3N (agriculture, élevage, environnement, hydraulique et assainissement, population : 264 000 000 EUR soit 173 milliards FCFA) en 2015.

5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

a) Les conditions générales de décaissement de toutes les tranches sont les suivantes:

- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre de la politique sectorielle SANAD/stratégie I3N 2016-2020, et maintien de la crédibilité et de la pertinence de cette politique;
- Mise en œuvre d'une politique macroéconomique crédible axée sur la stabilité;
- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du programme de réforme de la gestion des finances publiques en cours en général et en particulier dans le 'secteur' SANAD;

gouvernance d'I3N plus cohérents, transparents, efficaces, mieux coordonnés nécessaires à un contrat de réforme sectorielle. C'est de là que découle la nécessité de prévoir un renforcement de capacités conséquent de l'ensemble des parties prenantes. Par ailleurs les parlementaires seront mieux associés au processus budgétaire grâce aux réformes UEMOA.

- Progrès satisfaisants en ce qui concerne la mise à la disposition du public, en temps utile, d'informations budgétaires exhaustives et fiables.

Le décaissement des tranches d'appui budgétaire dépend, pour 2016, de la condition spécifique de l'inscription d'un montant de 15 000 000 EUR sur une ou plusieurs lignes appropriées dédiées à la sécurité alimentaire de la loi de finances rectificative et, pour 2017, de la condition spécifique de l'inscription dans la loi de finances 2017 de 15 000 000 EUR sur une ou plusieurs lignes appropriées dédiées à la sécurité alimentaire. b) Les conditions particulières de décaissement susceptibles d'être appliquées aux tranches variables sur la période 2016-2020 portent sur les domaines sectoriels suivants :

- Développement de l'agriculture durable, à travers l'aboutissement des réformes relatives à la sécurisation foncière, à la gestion des ressources naturelles et au financement des intrants et des subventions agricoles;

- Sécurité alimentaire, à travers l'augmentation et l'amélioration de la couverture des besoins des ménages en insécurité alimentaire et nutritionnelle;

- Sécurité nutritionnelle, à travers la réduction des disparités géographique et de genre dans l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement de base.

Les cibles et indicateurs de performance retenus pour les décaissements seront applicables pendant toute la durée du programme. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, une demande de modification des cibles et indicateurs pourra être présentée par l'Ordonnateur national à la Commission. Les modifications convenues pourront être autorisées par un échange de lettres entre les deux parties.

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être officiellement suspendus, temporairement suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en Francs CFA sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

L'appui budgétaire est composé de tranches fixes et variables dont la répartition proposée est la suivante en M d'euros :

Calendrier indicatif de décaissement (M EUR)	2016	2017	2018	2019	2020	Total (EUR)	%
Tranche fixe en montant	30	25	20	15	15	105	55%
Tranche variable en montant	10	13	18	23	23	87	45%
Total montant	40	38	38	38	38	192	100%

5.4 Modalités de mise en œuvre pour l'appui complémentaire

5.4.1 Passation de marchés (gestion directe)

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'appui complémentaire, il est prévu de lancer un appel d'offres avec plusieurs lots pour la prestation d'assistance technique, d'appui institutionnel et de renforcement de capacité et de passer des marchés de service en vue d'effectuer les éva-

luations, la vérification des indicateurs/audits, mais aussi pour assurer la communication et visibilité du programme.

Objet en termes génériques, si possible	Type (services)	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Assistance technique, appui institutionnel et renforcement de capacité	Marchés de service	4	T4 2016

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable, sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (M EUR)
5.3 - Appui budgétaire - Contrat de réforme sectorielle	192 000 000
5.4.1 – Passation de marchés en gestion directe pour la prestation d'assistance technique, d'appui institutionnel et de renforcement des capacités	10 000 000
5.9 – Évaluation (gestion directe)	350 000
5.10 – Audit (gestion directe)	350 000
5.11 – Communication et visibilité (gestion directe)	300 000
Totaux	203 000 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le suivi global du programme aura lieu dans le cadre d'un comité de pilotage présidé par l'Ordonnateur National. La modalité de mise en œuvre retenue étant l'appui budgétaire, aucune entité parallèle de mise en œuvre ne sera mobilisée dans le cadre de ce projet. Dans le respect du principe d'appropriation, la coordination est assurée par le Ministère de l'Economie et des Finances (Ordonnateur national du FED) dans le cadre de réunions régulières qu'il con-

voque et auxquelles tous les acteurs qui seront impliqués dans la mise en œuvre du programme participent.

En particulier, un groupe technique restreint pour le suivi opérationnel de cet appui budgétaire, y compris sa composante d'appui complémentaire, sera mis en place, réunissant les représentants du Ministère de l'Economie et des Finances dont la Cellule Union européenne, du Haut-commissariat à l'initiative 3 N, ainsi que de l'ensemble des ministères, administrations de mission et établissements publics relevant du secteur SANAD et de la Délégation de l'UE. Ce groupe de travail se réunira régulièrement afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre du programme et en particulier d'examiner et de finaliser les requêtes de décaissement.

Le Ministère de l'Economie et des Finances met en place un cadre dialogue Etat – PTF intervenant dans l'appui budgétaire. La Délégation de l'UE à Niamey est étroitement associée à l'organisation et au suivi de ces réunions.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la liste d'indicateurs de résultat. Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer des visites de suivi des indicateurs, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé en 2018 à une évaluation à mi-parcours de la présente action par l'intermédiaire de consultants indépendants commandés par la Commission mais également à une évaluation finale en 2020.

Elle sera réalisée à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport à la mise en œuvre de la réforme UEMOA des finances publiques, la progression de la mise en œuvre de la politique sectorielle, la mise en œuvre des activités d'appui institutionnel.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du programme.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire

et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

A titre indicatif, il sera conclu 2 marchés de services d'évaluation dans le cadre du présent programme via des contrats-cadres.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu deux marchés de services d'audit au titre du contrat-cadre au cours du T3 2017 et du T3 2019.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

A titre indicatif, il sera conclu deux (2) marchés de services au cours du T2 2017 et du T2 2019.

Dans le cadre de la présente action, les actions de communication et visibilité seront conjointement définies par les ministères techniques, l'ON et la DUE, et mises en œuvre par le biais de contrats de services.

Objet	Type	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure	Montant total
Contrat de services de communication et visibilité des activités de l'action	Contrat de Services	2	2018Q1	300 000 EUR

Appendice – Liste indicative des indicateurs de résultat²³

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
Objectif général impact	Aider le Gouvernement de la République du Niger à éradiquer la pauvreté, à promouvoir une croissance durable et inclusive et à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique.	1. Prévalence de la malnutrition chronique (enfant de 6 – 59mois) ** 2. Pourcentage de ménages ruraux en insécurité alimentaire chronique**	1. 45,5% (2014) 2. 28,5% des ménages ruraux en insécurité alimentaire - (moyenne sur la période 2010 - 2015)	1. 40% (réduction de 1% par an) 2. A définir en 2017: Diminution des ménages ruraux en insécurité alimentaire	1. Enquêtes SMART INS 2. Enquête INS

²³ Indiquer «*» pour les indicateurs correspondant au document de programmation pertinent et «**» pour les indicateurs correspondant au cadre de résultats de l'UE.

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
Objectifs spécifiques : effets di-	<p><i>OS1. Accroître la capacité financière du gouvernement afin qu'il réalise les objectifs fixés en matière de politique sectorielle</i></p> <p><i>OS2 Promouvoir les politiques et les réformes sectorielles</i></p> <p><i>OS3 Renforcer la gouvernance au niveau sectoriel</i></p> <p><i>OS4 Répondre aux besoins essentiels de la population à travers l'amélioration de l'accès aux services dans les domaines de l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et nutritionnelle</i></p>	<p>Agriculture durable Contribution à l'atteinte de l'ODD 2 « Faim zéro » et de l'ODD 10 « Réduction des disparités »</p> <p>1. Nombre en ha de surfaces individuelles et de surfaces communes pastorales où la sécurisation foncière a été renforcée*</p> <p>2. Surfaces restaurées (en ha) et volume d'eau sous gestion (en m3)**</p> <p>3. Nombre de bénéficiaires des services de l'appui-conseil offerts*</p> <p>Sécurité alimentaire Contribution à l'atteinte de l'ODD 2 « Faim zéro »</p> <p>4. Montant de financement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (en EUR)*</p> <p>5. Nombre de transferts sociaux pluriannuels effectués intégrant une visée nutritionnelle/nombre transferts sociaux saisonniers*</p> <p>6. Score de diversité alimentaire chez les femmes (SDAF)</p> <p>Sécurité nutritionnelle Contribution à l'atteinte des ODD 2 « Faim zéro », 5 « Egalité entre les sexes », 6 « Eau propre et assainissement » et 10 « Réduction des disparités »</p>	<p>1. Valeur à définir en 2016</p> <p>2. Valeurs à définir en 2016</p> <p>3. Valeur à définir en 2016</p> <p>4. Valeur à définir en 2016</p> <p>5. Valeur à définir en 2017</p> <p>6. Valeur à renseigner en 2017</p>	<p>1. Accroissement effectif surfaces en ha sécurisées en 2020</p> <p>2. Accroissement effectif des surfaces restaurées et des volumes d'eau gérés en 2020</p> <p>3. Accroissement du nombre de bénéficiaires des services de l'appui-conseil en 2020</p> <p>4. Accroissement des transferts financiers efficaces aux établissements du secteur en 2020</p> <p>5. Augmentation des transferts sociaux pluriannuels intégrant une visée nutritionnelle par rapport aux transferts saisonniers en 2020</p> <p>6. Amélioration du score de diversité alimentaire chez les femmes en 2020</p>	<p>1. Rapports S/E Secrétariat permanent Code rural</p> <p>2. Annuaire statistiques agricoles</p> <p>3. Annuaire statistiques agricoles</p> <p>4. Revue des dépenses publiques du secteur</p> <p>5. Rapport revue sectorielle</p> <p>6. Enquêtes nationales sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire auprès des ménages</p>

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
		7. Statut de la politique multisectorielle pour SN et de son opérationnalisation*	7. Document de politique nationale sur la sécurité nutritionnelle adopté en décembre 2015	7. Adoption du plan d'action (2017) et son financement à partir de 2018	7. Rapport revue sectorielle
		8. Taux d'accès à l'eau potable**	8. Taux d'accès national théorique à l'eau potable 56,42% (2013)	8. Taux d'accès national théorique à l'eau potable 65% en 2020	8. Rapport annuel Ministère en charge de l'hydraulique
Produits induits	1. Gouvernance à niveau sectoriel renforcée	1. Nombre de Schémas d'aménagement foncier adoptés favorisant l'opérationnalisation d'un système de gestion de l'information foncière	1. 4 Schémas d'aménagement foncier (SAF) en cours d'élaboration (Dosso, Tillabéry, Maradi, Zinder)	1. 4 Schémas d'aménagement foncier adoptés (1 SAF en 2018 – 3 SAF 2019) favorisant l'opérationnalisation d'un système de gestion de l'information foncière	1. Rapports du S/E SPCR
	2. Fourniture des services publics améliorée	2. Statut du système informatisé de géo-référencement des superficies restaurées/réhabilitées	2. Existence division cartographie au sein du Ministère de l'Environnement mais données non informatisées et non géo-référencées	2. Adoption et opérationnalisation du système informatisé de géo-référencement des superficies restaurées classées par leur vocation en 2019	2. Rapport Ministère environnement
	3. Disparités géographique et de genre réduites	3. Statut du système de suivi des nappes phréatiques*	3. Plan d'action national pour la gestion intégrée des ressources en eau en cours d'adoption intégrant la mise en place d'un système de monitoring des nappes phréatiques	3. Adoption et opérationnalisation du système de monitoring des nappes phréatiques en 2017	3. Rapport Ministère en charge de l'hydraulique
		4. Statut du contrat de performance en matière d'appui-conseil entre l'État, les Chambres d'agriculture et leur Réseau	4. 0 contrat de performance entre l'Etat, les Chambres d'agriculture et leur Réseau	4. Contrat de performance entre l'Etat et les établissements publics du secteur (CRA, RECA) assortis d'un transfert annuel de ressources en 2017	4. Contrat de performance
		5. Transferts de fonds pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle	5. Etudes préparatoires disponibles pour opérationnalisation du Fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FISAN)	5. Mise en place des guichets 1 et 3 du FISAN assorti d'un transfert de fonds en 2017	5. LdF
		6. Statut des contrats de performance entre l'Etat et les établissements publics pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle	6. 0 contrats de performance avec l'Office des produits vivriers du Niger – OPVN et la Centrale d'approvisionnement des intrants et du matériel agricole – CAIMA en 2016	6. 2 contrats de performance signés (1 avec OPVN et 1 avec CAIMA) en 2017	6. Contrats de performance

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
		<p>7. Statut du cadre stratégique et institutionnel pour les transferts sociaux pluriannuels intégrant visée nutritionnelle</p> <p>8. Degré et qualité de couverture des besoins des ménages en insécurité alimentaire sévère assurés dans les délais par le DNPGCCA</p> <p>9. Nombre de communes programmées chaque année pour passer à un Taux d'accès théorique à l'eau potable > 50% *</p> <p>10. % des écoles primaires et des CSI équipés en latrines féminines*</p> <p>11. Nombre de Ministères sectoriels/administration de mission ayant i) fait l'objet d'audit institutionnel et ii) exécuté ses recommandations*</p>	<p>7. 0 Cadre stratégique et institutionnel pour les transferts sociaux pluriannuels intégrant visée nutritionnelle</p> <p>8. 80 000 ménages en insécurité alimentaire sévère ont bénéficié d'une assistance par le DNPGCCA en 2015</p> <p>9. 120 communes rurales en 2013 avec un Taux d'accès théorique à l'eau potable < 50% - Nouvelles valeur de base en cours d'établissement pour 2016</p> <p>10. Valeur de base à établir en 2016</p> <p>11. 0 fin 2015</p>	<p>7. Adoption et opérationnalisation cadre stratégique et institutionnel pour les transferts sociaux opérationnel et intègre visée nutritionnelle</p> <p>8. 100 000 ménages en insécurité alimentaire sévère bénéficient d'une assistance dans les délais par le DNPGCCA en 2020</p> <p>9. >60 communes ont atteint + 50% de Tat à l'eau potable en 2020</p> <p>10. 40% des écoles primaires et des CSI sont équipés en latrines féminines en 2020</p> <p>11. > 60% des recommandations du plan d'audits mises en œuvre en 2020</p>	<p>7. Arrêté puis Rapports revue sectorielles</p> <p>8. Rapports PDM</p> <p>9. Rapport annuel des indicateurs du MHA</p> <p>10. SASE HCl3N</p> <p>11. Rapport annuel de la revue sectorielle</p>

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
Produits directs	1. Amélioration du système de programmation, de suivi et évaluation, ainsi que de gestion des finances publiques pour réaliser les objectifs fixés en matière d'agriculture durable, de sécurité alimentaire et nutritionnelle	1.1 Nombre DEP (ministères techniques sectoriels, DNPGCCA, HCl3N) disposant de systèmes de S/E informatisé	1.1. Valeur de référence à établir en 2016 à travers appui complémentaire	1.1. 100% des DEP (ministères techniques sectoriels, DNPGCCA, HCl3N) disposant de systèmes de S/E informatisé en 2020	1.1. Rapports annuels des structures concernées
		1.2. BPO sectoriel consolidé (HCl3N) et Nb BPO par structure (Ministères sectoriels et DNPGCCA) et par région	1.2. 0 en 2016	1.2. 100% des BPO (1 sectoriel consolidé et 5 BPO pour structures (Ministères sectoriels et DNPGCCA) et par région (8 régions) en 2018	1.2. Documents de BPO
	2. Accroissement du volume et de la part de l'aide extérieure disponible dans le budget national pour réaliser les objectifs fixés en matière d'agriculture durable, de sécurité alimentaire et nutritionnelle	1.3. Nombre DRFM (ministères techniques sectoriels, DNPGCCA, HCl3N) disposant de plans de passation des marchés cohérents avec directive 6 UEMOA	1.3. Valeur à définir en 2016	1.3. 100% de DRFM (ministères techniques sectoriels, DNPGCCA, HCl3N) disposant de plans de passation des marchés cohérents avec directive 6 UEMOA en 2018	1.3. Plans de passation des marchés
		2.1. % des budgets alloués au secteur et exécutés	2.1. 8.8% des dépenses totales exécutées (hors dettes) 2014 pour les Ministères de l'Agriculture, de l'Elevage, de l'Environnement	2.1. 13% des dépenses totales exécutées (hors dettes) en 2020 pour les Ministères de l'Agriculture, de l'Elevage, de l'Environnement	2.1. Revue des dépenses publiques
	3. Dialogue sur les politiques, conditions et activités de l'AT/ renforcement des capacités mieux coordonnés et plus propices à la mise en œuvre de la politique sectorielle gouvernementale.	3.1. Statut de la Revue sectorielle conjointe annuelle *	3.1. Dernière revue sectorielle et des dépenses sectorielle date de 2010	3.1. 4 revues de dépense annuelle produites (1/an de 2016 à 2019) <u>précédant</u> le Débat d'Orientation Budgétaire intégrant chapitre de revue sectorielle selon le genre	3.1. Compte-rendu de la revue
		3.2. Nombre des revues de dépenses publiques produites*	3.2. Termes de référence pour la revue 2011-2015 disponibles	3.2. Revue des dépenses 2011-2015 disponible en septembre 2016 et une année annuelle par la suite (de 2016 à 2019)	3.2. Rapport revue 2011-2015 et les rapports annuels de 2016-2019